

L'extrême droite moderne en Allemagne : Entre conservatisme radical et droite raciste

jeudi 14 avril 2022, par Gerd Wiegel

Avec la montée du parti « *Alternative für Deutschland – AfD* » (Alternative pour l'Allemagne), le système politique allemand connaît depuis 2013 une tendance qui existe dans des pays comme la France, l'Autriche ou l'Italie dès la fin des années 1990. Les partis d'extrême droite se modernisent, se séparent des contenus idéologiques et politiques démodés de la droite néofasciste, sans pour autant abandonner au fond le cadre de la pensée de l'extrême droite.

L'extrême droite allemande rejoint ainsi les modèles qui ont réussi dans d'autres pays de l'Union européenne et profite de l'essor mondial d'une droite populiste et en partie néofasciste. Parallèlement à cette variante de modernisation sous forme de l'AFD – et ensemble avec elle – le néofascisme militant et violent reste également un danger énorme en Allemagne. Trois grands attentats terroristes de droite entre 2019 et 2020, qui ont fait 13 morts au total, montrent le potentiel meurtrier de la montée de l'extrême droite.

Quatre vagues de l'extrême droite en Allemagne

Quatre vagues caractérisent l'évolution de l'extrême droite en Allemagne de l'Ouest jusqu'en 1990, ensuite dans l'Allemagne réunifiée. Après la défaite du fascisme et l'intégration tacite non seulement des sympathisants nazis, mais aussi des auteurs de crimes fascistes dans la société après 1949, l'extrême droite organisée sous forme de parti est restée calme pendant dix ans après l'interdiction du SRP, un parti qui a succédé au NSDAP (1952). Cela a changé avec la montée du NPD – *Parti national-démocrate d'Allemagne* – qui s'inscrivait clairement dans la tradition de l'idéologie nazie et a fait son entrée dans sept parlements régionaux entre 1964 et 1969. L'échec aux élections fédérales de 1969 a sonné le glas du NPD, mais a conduit parallèlement aux premières réflexions sur un renouvellement idéologique de l'extrême droite.

La deuxième vague a commencé avec la montée du parti « *Die Republikaner* » (Les Républicains), une scission du conservatisme au milieu des années 1980. Avec quelques succès électoraux spectaculaires, le parti a semblé amorcer une deuxième vague de succès des partis d'extrême droite. Mais avec l'euphorie de l'unification allemande en 1990, sur fond de nationalisme, c'était plutôt le conservatisme établi et l'extrême droite qui ont profité des urnes. Cependant, la réunification a

entraîné des bouleversements sociaux et politiques massifs, qui ont constitué le terreau d'un mouvement social de droite désormais essentiellement néonazi et violent. Des pogroms racistes, la mise en place d'un réseau de camaraderies néonazies militantes et l'établissement, dans l'indifférence des autorités, d'une violence quotidienne raciste et d'extrême droite, principalement en Allemagne de l'Est, ont été le résultat de cette troisième vague. Depuis 1990, près de 200 personnes ont été tuées par la violence de droite et raciste en Allemagne.

Pourtant, l'extrême droite n'a connu un nouveau succès électoral qu'avec la création de l'AFD. Née de la crise financière de 2008 et de la crise de l'euro pendant les années 2010, l'AFD s'est radicalisée, passant d'un parti national-conservateur à un parti d'extrême droite.

La montée de l'AFD

En quatre ans seulement, l'AFD a réussi à entrer dans les parlements des 15 États fédéraux [1] entre 2013 et 2017, pour devenir finalement le plus grand groupe d'opposition au Bundestag avec 12,6 % des voix obtenues. Dans les sondages, le parti a parfois atteint jusqu'à 18 % au niveau fédéral. Dans les Länder, ses résultats varient entre 6 % et 27 % des voix, notamment à l'Est l'AFD est le parti le plus fort dans certains Länder. Dans la mesure où l'importance du thème de la migration a diminué à partir de 2019 et depuis le début de la pandémie, les chiffres dans les sondages ont baissé ou stagné à un niveau élevé. En 2021, l'AFD a de nouveau fait son entrée au Bundestag avec 10,3 % des voix.

Dès le début, le parti avait un courant clairement d'extrême droite, dont l'importance augmentait continuellement. L'afflux important de réfugiés en 2015 a servi comme catalyseur pour ce courant et a entraîné l'AFD dans une spirale de radicalisation vers l'extrême droite. Ce qui a finalement conduit à la domination du parti par ce courant, orienté vers le racisme et le nationalisme.

Alors qu'au début, les thèmes d'économie politique tels que le rejet du sauvetage de l'euro et du soutien aux pays du midi de l'UE dans la crise de l'euro jouaient un rôle central, une forme de nationalisme raciste, associée à l'adoption d'idéologies conspirationnistes de droite (« Grand remplacement », « Great Reset », conspiration des « élites mondiales », etc.) est désormais au centre de sa politique.

Mais l'AfD est toujours divisée entre les nationalistes conservateurs et une droite raciste qui flirte avec de nombreux éléments idéologiques du fascisme historique. Le poids du parti s'est toutefois déplacé de plus en plus en faveur de la droite raciste, contre laquelle il n'est aujourd'hui plus possible de mobiliser une majorité au sein du parti. Trois présidents du parti ont été renversés depuis 2013 parce qu'ils ont essayé de contenir l'aile droite, avec laquelle ils s'étaient en partie alliés auparavant.

Sur le plan programmatique, le parti oscille entre une forme de néolibéralisme à connotation nationaliste et une politique nationale-sociale qui s'adresse aux salariés par le biais d'un racisme concurrentiel et une combinaison de revendications sociales à l'appartenance ethnique. Au Bundestag, l'AfD fait partie de l'alliance « *des riches* » avec le FDP et la CDU/CSU. L'AfD représente une politique libérale radicale qui reflète surtout l'idéologie de classes moyennes et de petites et moyennes fractions du capital, qui constituent une partie importante de sa base électorale. Le terrain de la politique sociale est principalement occupé par la droite raciste, forte surtout à l'Est, qui veut associer le national et le social – tout à fait dans l'esprit du fascisme historique.

La force particulière de ce courant s'explique notamment par les conséquences sociales et économiques désastreuses de l'unification depuis 1990. L'idée de privilèges liés à l'appartenance nationale et ethnique, tels que les revendique l'AfD, est nourrie par le traumatisme de la dévalorisation des biographies et les parcours professionnels des Allemands de l'Est et déploie ainsi une forte attractivité. En même temps, l'AfD diffuse l'image d'une idéologie *mondialiste*, imposée par les élites ouest-allemandes, faisant ainsi appel aux peurs des changements liées à l'immigration et à la mondialisation économique. C'est dans la même ligne de pensée que s'inscrit la négation du changement climatique, puisque le parti suggère à ses partisans qu'aucun changement radical ne serait nécessaire et que le changement climatique serait une invention d'élites mondiales.

Le bras parlementaire d'un mouvement social

L'ascension de l'AfD s'est produite dans le cadre d'une montée de la droite populiste dans le monde entier, dont le Brexit, la présidence de Donald Trump ou les gouvernements de droite en Pologne et en Hongrie sont des exemples marquants. Contrairement à la France, par exemple, où le *Front*

National/Rassemblement National existe depuis plus de trente ans déjà, aucun parti de ce type n'a pu s'établir en Allemagne pendant longtemps. Le souvenir du passé nazi a empêché des partis comme le NPD, clairement néonazi, de se hisser au rang de parti de masse. Pourtant, des études sociologiques montrent depuis plusieurs décennies que le potentiel d'un parti d'extrême droite modernisé existe depuis longtemps en Allemagne. Des études de recrutement ont démontré, bien avant la création de l'AfD, qu'il y avait une demande pour un tel parti et que l'AfD comble une niche de représentation.

Cela s'est notamment traduit par le fait que la droite politique a aussi réussi à mettre en place un vaste mouvement social de droite qui a disséminé surtout les positions racistes de l'AfD dans les rues. Le mouvement *Pegida* [2] a été fondé en 2014 comme réaction à l'immigration de réfugiés du monde arabe. Avec un centre de gravité à Dresde, en Saxe, ce mouvement a réussi pendant des années à faire descendre régulièrement des milliers de personnes dans la rue, voire des dizaines de milliers aux heures de pointe, contre une prétendue « islamisation de l'Occident ». Le mouvement dit « *Querdenken* » (anticonformiste), qui conteste la gestion de la crise du Covid par le gouvernement, auquel des centaines de milliers de personnes ont participé semaine après semaine pendant des mois, défend lui aussi de nombreux mythes de conspiration qu'on retrouve dans la politique de l'AfD.

Le succès de l'AfD s'explique aussi par le fait qu'il a pu s'appuyer sur un renouvellement de positions et d'idéologies d'extrême droite qui se sont (re)répandues en Allemagne dès la fin des années 1960.

Se référant à la *Nouvelle droite* en France, on a observé déjà dès les années 1970, ensuite de manière plus marquée depuis la réunification en 1990, une (ré)appropriation de l'univers des idées du *Jeune Conservatisme*, de la droite réactionnaire de Weimar, qui étaient les précurseurs du fascisme sous le mot d'ordre autoproclamé de « *révolution conservatrice* ». La nouvelle droite allemande s'est fortement inspirée de son homologue français et, outre la diffusion de ses références théoriques – Carl Schmitt, Arthur Moeller van den Bruck, Oswald Spengler –, a mis en place un renouvellement idéologique important avec le concept du soi-disant « *ethnopluralisme* ». Celui-ci permet de refonder le racisme qui est constitutif pour l'extrême droite. La culture et l'ethnie remplacent ici la « *race* », ce qui ouvre la voie d'utiliser sous une nouvelle forme le racisme discrédité par le fascisme.

Orientée vers la « métapolitique », avec laquelle on voulait se tenir à l'écart des querelles des partis et du parlementarisme, ce courant de la droite a misé sur l'hégémonie culturelle dans le discours politique. Avec la montée de l'AfD et l'essor mondial d'une droite populiste, on s'est pourtant aventuré de plus en plus dans l'arène politique et on a utilisé l'AfD comme outil dans la tentative de déplacer l'axe politique de la République fédérale plus à droite.

Pour la partie raciste de l'AfD, et notamment pour son leader

Björn Höcke, la *Nouvelle Droite* autour de l'*Institut für Staatspolitik -IfS* – (Institut pour la politique de l'État) est la toile de fond intellectuelle de sa politique. Rupture avec le système, son renversement par la droite et règlement de comptes avec les ennemis politiques – telles sont les idées qui sont – dans ce courant de la droite – associées au « jour X » tant attendu.

Les exacerbations verbales de ce courant de l'AfD, qui méprisent des groupes entiers comme les musulmans et les présentent comme n'ayant pas de place dans la société et qui criminalisent des opposants politiques comme « ennemis du peuple » ont eu des conséquences très réelles ces dernières années. Ce n'est pas un hasard si les trois attentats terroristes de droite de 2019/20, qui ont fait 13 morts, ont eu lieu pendant la première législature de l'AfD au Bundestag. Ce courant de l'AfD considère la République fédérale ainsi que les démocraties libérales comme un modèle qui est entré dans sa crise finale. La droite devrait aiguïser cette crise et l'utiliser pour une rupture.

D'un point de vue stratégique, cette orientation du courant radical de l'AfD ne fait pas l'unanimité, puisqu'elle a fait du parti un objet d'observation par le service de renseignement de l'intérieur, qui le classe comme anticonstitutionnel. Le courant national-conservateur de l'AfD considère la radicalisation toujours plus rapide comme voie sans issue, car l'AfD s'isole ainsi du conservatisme établi et reste limité à l'électorat de ses débuts. Ce courant mise sur un glissement vers la droite de la CDU/CSU, ce qu'il faudrait encourager en le poussant à droite. En perspective, on serait prêt à entrer dans une large coalition de droite en tant que partenaire junior.

Conclusion

La phase de fondation et de la montée de l'AfD est terminée. Le parti a réussi à s'imposer dans le système politique et à consolider une base électorale considérable. Toutefois, on ne sait pas très bien comment les choses vont évoluer à partir de là. La pandémie et la guerre en Ukraine montrent que l'AfD ne peut pas profiter de n'importe quelle crise. Au contraire, il est évident que l'extrême droite n'a pas beaucoup à apporter dans ces crises existentielles et que la phase de stagnation du parti a précisément pris naissance ici.

Actuellement, le parti est isolé dans le système politique. Son orientation a contribué à ce que personne ne veuille collaborer avec lui. Pourtant, il s'est montré en 2020 en Thuringe qu'une telle démarcation n'est pas gravée dans la pierre : un représentant du FDP s'est fait élire président du Land avec les voix de la CDU et de l'AfD pour empêcher l'élection d'un candidat du Parti de Gauche. Il a toutefois dû démissionner après quelques jours sous la pression de l'opinion publique et des partis, y compris la direction fédérale de la CDU.

Un éventuel glissement à droite de la politique allemande ne dépendra donc pas en premier lieu de l'AfD, mais du conservatisme établi si celui-ci se radicaliserait d'une certaine manière, comme c'était le cas récemment en Autriche mais aussi en France et d'autres pays. Dans ce cas, l'AfD – même avec un courant raciste fort – trouverait de toutes nouvelles perspectives.

Traduit de l'allemand par Peter Wahl

Notes

[1] Les compétences des États fédéraux (Länder) s'étendent bien au delà de celles des régions en France. Par exemple, le système scolaire et universitaire est complètement leur affaire. (Note du traducteur).

[2] Pegida = *Patriotische Europäer gegen die Islamisierung des Abendlandes* (Européens patriotes contre l'islamisation de l'occident). (Note du traducteur).